

VILLE DE BAGNOLS-SUR-CÈZE

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 7 avril 2018

PROCÈS-VERBAL

Date d'envoi des convocations

et de l'Ordre du jour du Conseil municipal: 15 mars 2018

Nombre de Conseillers municipaux : 33

Nombre de Conseillers municipaux présents : 25

Nombre de Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : 6

Nombre de Conseillers municipaux absents : 2

L'an deux mille dix-huit, le 7 avril 2018 à 9 heures, le Conseil municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle de réunion de la Maison de l'Entreprise, sous la Présidence de Monsieur Jean-Yves **CHAPELET**, Maire

Conseillers municipaux présents : M. Jean-Yves **CHAPELET**, M. Denis **RIEU**, Mme Emmanuelle **CREPIEUX**, M. Maxime **COUSTON**, Mme Ghislaine **COURBEY**, M. Michel **CEGIELSKI**, Mme Ghislaine **PAGES**, M. Rémy **SALGUES**, Mme Catherine **EYSSERIC**, Mme Karine **GARDY**, M. Raymond **MASSE**, M. Ali **Ouatizerga**, Mme Laurence **VOIGNIER**, M. Christian **SUAU**, M. François **PENCHENIER**, Mme Christine **MUCCIO**, M. Philippe **BERTHOMIEU**, Mme Carole **BRESCHET**, M. Anthony **CELLIER**, M. Serge **ROUQUAIROL**, Mme Claudine **PRAT**, M. Christian **ROUX**, Mme Yvette **ORTIZ**, M. Claude **ROUX**, M. Jean-Pierre **NAVARRO**

Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : Mme Monique **GRAZIANO-BAYLE** *procuration à M. CEGIELSKI*, M. Vincent **POUTIER** *procuration à Denis RIEU*, M. Jean Christian **REY** *procuration à J-Y CHAPELET*, Mme Aldjia **SAAIDIA** *procuration à C. SUAU*, Murielle **ISNARD** *procuration à G. PAGES*, M. Michel **AYMERIC** *procuration à JP NAVARRO*

Conseillers municipaux absents : M. Stéphane **PEREZ**, Mme Anne-Marie **AYMERIC**

Secrétaire de séance : Ghislaine **PAGES**

Question n°: **01**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Approbation du procès-verbal de la séance du 1^{er} juillet 2017**

Serge ROUQUAIROL : Je m'abstiendrai sur ce procès-verbal car j'étais absent lors de la séance du conseil municipal du 1^{er} juillet 2017.

Jean-Yves CHAPELET : Très bien, nous passons au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? **1 abstention** (S. ROUQUAIROL).

Le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

Question n°: **02**

Rapporteur : **M. CEGIELSKI**

Objet : **Approbation du Compte de gestion 2017**

1/ Note synthétique de présentation :

Le receveur municipal a transmis son Compte de gestion pour l'exercice 2017.

Ce document a été vérifié par les services financiers de la commune. Il est en tous points conformes au Compte administratif 2017.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 27 mars 2018.

Michel CEGIELSKI : S'il y avait eu une différence entre les deux documents, il y aurait eu obligation d'en mentionner la teneur.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 2 est adoptée à l'unanimité.

Question n°: **03**

Rapporteur : **M. CEGIELSKI**

Objet : **Approbation du Compte administratif 2017**

1/ Note synthétique de présentation :

Le Compte administratif 2017 présente les résultats suivants :

sur le budget principal : un excédent de 573.383,07 euros

sur le budget assainissement : un excédent de 342.765,49 euros

sur le budget eau : un excédent de 158.783,19 euros

sur le budget zone de Berret : un déficit de 119.406,22 euros

sur le budget de la caisse des écoles un excédent de 4.201,51 euros

Le budget de liquidation du SIE Bagnols-Lussan présente un résultat équilibré à zéro.

Les documents joints en annexe retracent pour chacun des budgets le résumé de l'exécution budgétaire de l'exercice 2017.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 27 mars 2018.

Michel CEGIELSKI : C'est un document qui clot l'année comptable de la commune. Comme vous le voyez, il présente l'ensemble des recettes et des dépenses effectivement réalisées par la ville sur l'année 2017. Il se doit d'être exact car il est soumis au contrôle de l'État qui le valide ou pas tout comme le compte de gestion que nous venons de voir à la question précédente. La présentation comptable du compte administratif fait apparaître un résultat excédentaire en section de fonctionnement de 3.836.746,94 € ce qui représente notre capacité d'autofinancement et également un besoin de financement pour la section d'investissement de 3.263.363,87 €. La différence donne un excédent global de 573.383,07 €, sensiblement le même que l'année précédente et qui sera proposé à l'affectation au budget 2018. Cet excédent provient essentiellement des recettes supplémentaires en fonctionnement de l'ordre de 184 450 € ainsi que de dépenses, toujours en fonctionnement, non réalisées de 458 497 €. Ainsi, une gestion rigoureuse et suivie, ajoutée à une recherche plus poussée de recettes donne un résultat satisfaisant concernant l'exercice 2017 et les efforts réalisés dans tous les services a conduit à des économies de fonctionnement, augmentant notre capacité d'autofinancement et permettant d'améliorer le remboursement de la dette. Nous verrons tout à l'heure lors de la présentation du budget 2018 que

ces deux effets vont permettre à la ville d'investir de façon importante et de pouvoir recourir à l'emprunt. Je voudrais poursuivre par une présentation, très succincte mais obligatoire au demeurant pour une ville de plus de 20 000 habitants, de certains ratios financiers. Il est important de préciser que ces comparaisons se font entre communes de même strate. En voici quelques-uns : dépenses réelles de fonctionnement sur la population, nous sommes dans la moyenne nationale ce qui montre bien que nous sommes en période de redressement et d'économies. C'est ce qui mesure le niveau de service rendu à la population. Produits des impôts directs sur la population, c'est le résultat qui montre que nous sommes sous la moyenne nationale et que la commune ne peut être qualifiée de commune riche. Il s'agit de la mesure de l'importance des recettes émanant du contribuable. Cependant, cela démontre aussi et c'est très important de le faire savoir à la population que l'imposition est moins forte chez nous que dans les autres communes de taille identique à la nôtre. Nos bases sont faibles et nos taux d'imposition sont bas. Pour les dépenses d'équipement sur la population, nous nous situons sous la moyenne. Cependant, gageons que le dynamisme retrouvé de notre ville avec un investissement important, plus d'1 million d'euros cette année, nous le verrons aussi tout à l'heure, augmentera ce chiffre. Il s'agit de la mesure de l'effort d'équipement. Encours de la dette sur la population, nous en avons longuement parlé lors du débat d'orientations budgétaires, si nous sommes encore au-dessus de la moyenne nationale nous amorçons une descente forte et la pente peut être aujourd'hui qualifiée de vertueuse. De mémoire, il y a encore peu de temps, nous étions encore à une valeur de 1 700 €/habitant. La DGF sur la population, nous sommes au-dessus de la moyenne et ce chiffre peut être augmenté car il ne tient pas compte de la péréquation de la DSU, cela montre la principale dotation de l'État. Ces indicateurs et ratios permettent d'avoir une idée à la fois globale et synthétique de la situation financière de la collectivité. Ils permettent en outre, de comparer sur plusieurs années l'évolution de ces données mais également de comparer la situation de la collectivité par rapport aux autres collectivités de même strate. Ils permettent aussi de communiquer auprès des partenaires financiers une totale transparence. Ils sont autant outil d'alerte qu'outil de précision pour le Maire. Voilà ce que j'avais à dire sur l'approbation du Compte Administratif avec quand même les résultats suivants : sur un budget principal, un excédent de 573.383,07 €, sur le budget assainissement, un excédent de 342 465,49 €, sur le budget eau, un excédent de 158 783,19 €, sur le budget zone de Berret, un déficit de 119 406,22 €, sur le budget Caisse des Écoles, un excédent de 4 201,51 €, le budget de liquidation du SIE Bagnols-Lussan présente un résultat équilibré à zéro. Merci de votre attention.

Serge ROUQUAIROL : Premièrement, si vous le souhaitez, nous aimerions que ces Comptes Administratifs soient votés différemment, selon qu'il s'agisse des budgets supplémentaires, des budgets annexes ou du budget principal. Deuxièmement, à la suite de la Commission qui s'est déroulée et au cours de laquelle M. CEGIELSKI nous a fait un exposé très clair du travail des services et du sien, je voudrais l'en remercier parce que ce fut extrêmement positif de voir expliquer les détails et les arcanes autant du CA que du budget. Troisièmement, signaler que nous avons voté contre le BP de cet exercice mais nous ne sommes pas obtus et nous constatons que ce CA reflète absolument les engagements que

vous aviez pris. Donc, nous proposons de nous abstenir sur ce CA correspondant au BP alors que nous proposons de voter pour les CA des budgets annexes.

Christian ROUX : S'en vouloir refaire le débat d'orientations budgétaires par rapport à ce qui a été dit et par rapport à la présentation et les précisions sur l'autofinancement qui est excédentaire de plus de 3 millions, je voudrais tempérer un peu les propos de M. CEGIELSKI. Il est vrai qu'il y a un excédent qui est fort mais je rappelle que deux ans auparavant vous avez augmenté les taxes locales représentant à peu près 1 million d'euros, vous avez arrêté l'investissement et d'ailleurs lorsqu'on regarde l'état de la ville on peut constater une dégradation relativement importante. Je me réjouis que vous puissiez avoir recours à l'emprunt et que vous ayez enfin décidé de lancer l'investissement. C'est vrai que l'on pourrait s'attendre à ce qu'il y ait un investissement structurant de la ville ce qui n'est pas le cas quand on regarde vos projets dans les mois et les années à venir.

Claudine PRAT : J'aurais une question sur les variations de patrimoine et sur ce qui a été cédé par la commune en 2017 pour à peu près 1 500 000 € de vente de biens immobiliers et je voudrais noter la vente des ateliers-relais qui a représenté une perte de 68 000 €, c'est un peu dommage.

Jean-Yves CHAPELET : Tout d'abord je vais remercier M. CEGIELSKI car reprendre les finances en plein milieu d'année ce n'est pas simple et je le félicite d'avoir pris la mesure du travail que cela représente et j'ai été surpris de la rapidité avec laquelle vous avez mis « chaussures à vos pieds ». Je remercie également les services. C'est la deuxième année que nous avons un CA positif de plus de 500 000 € et quand on arrive à dégager un autofinancement de plus de 3 millions d'euros, l'investissement est plus facile à réaliser. C'est le résultat d'un travail entamé par Mme EYSSERIC en 2008, par M. Jean Christian REY et moi-même et aujourd'hui nous en récoltons les fruits. Le CA et le Compte de Gestion sont vérifiés et approuvés par l'État, ce ne sont pas des chiffres sortis d'un chapeau. Pour répondre indirectement à M. ROUX, si je regarde ce tableau du CA, dans la colonne investissement, le montant des titres de recettes émis soit 5 535 825,78 € et que vous regardez en dépenses le montant des mandats émis soit 6 028 404,33 €, le taux de réalisation est parfait, nous avons un déficit en investissement de 492 578,55 €. Je comprends votre propos M. ROUX mais la réalité des chiffres est là. Nous avons dépassé l'investissement voté au BP de plus de 500 000 € donc non seulement nous n'avons pas arrêté l'investissement mais nous l'avons même réalisé au-delà. Ce qui est important dans le CA c'est de voir d'où viennent les économies. Comme l'a dit M. CEGIELSKI, d'une part c'est l'augmentation des recettes dont celles des produits de gestion, c'est-à-dire que nous avons travaillé sur les impayés, nous avons remodelé les tarifs municipaux, la taxe publicitaire, etc., nous avons également eu la chance de recevoir des rôles supplémentaires de l'État pour un montant de 144 000 € et ensuite nous avons réduit les dépenses de fonctionnement. Tout ceci fait que nos dépenses diminuent, nos recettes augmentent et c'est comme ça qu'on arrive à 573 383 €. Voilà ce que je voulais vous préciser. Le budget assainissement, est un budget inversé, c'est-à-dire que vous devez normalement mettre vos excédents en fonctionnement et vos déficits en investissement mais lors de la construction de la

station d'épuration, le perceuteur de l'époque a mis celle-ci en fonctionnement donc on a un déficit chronique. Un déficit qui diminue d'année en année et malgré une structure de compte administratif inversée, encore deux années et nous serons à l'équilibre. Le budget de l'eau présente un excédent de 158 783,19 € que nous allons réinjecter cette année. Le budget Zone de Berret présente un déficit de 119 756,22 € car il nous reste un lot à vendre. Ce lot est difficile à vendre et il faudra que nous prenions la décision à un moment donné de diminuer son coût si nous ne trouvons pas d'acquéreur. Le budget de la Caisse des Écoles présente un excédent de 4 201,51 €. Le budget Bagnols-Lussan, c'est une affaire qui date de 1992, c'est un titre émis de 200 000 francs qu'Habitat du Gard ne veut pas régler et c'est la raison pour laquelle ce budget reste ouvert. Sur les cessions, notamment celle des Ateliers-Relais, je rappelle que ce n'est pas la Mairie qui fixe les prix, c'est France Domaine. France Domaine laisse une marge de négociation de 5% en plus ou en moins mais bien sûr s'il n'y a pas d'acquéreur, France Domaine autorise ou n'autorise pas à passer sur l'enchère.

S'il n'y a pas d'autres interventions, nous allons procéder au vote du CA. Je laisse la parole à M. RIEU et je quitte la salle.

Denis RIEU : Budget principal : adopté à la majorité – 2 oppositions (JP NAVARRO et M. AYMERIC procuration à JP NAVARRO) – **4 abstentions** (S. ROUQUAIROL, Cl. PRAT, Ch. ROUX, Y. ORTIZ)

Budget assainissement : adopté à l'unanimité

Budget eau : adopté à l'unanimité

Budget Zone de Berret : adopté à l'unanimité

Budget de la caisse des écoles : adopté à l'unanimité

Budget Bagnols-Lussan : adopté à l'unanimité

Question n°: **04**

Rapporteur : **M. CEGIELSKI**

Objet : **Affectation du résultat 2017**

En application des instructions comptables M14 et M49, il appartient au Conseil municipal d'affecter l'excédent de la section d'exploitation constaté au dernier Compte administratif.

L'affectation vise à réaliser effectivement l'autofinancement prévu, en inscrivant en réserves le montant nécessaire à la couverture des besoins de financement de la section d'investissement.

Le Compte administratif venant d'être approuvé, il est proposé d'affecter les résultats 2017 de la façon suivante :

Budget Principal

Excédent de fonctionnement	3.836.746,94 euros
Couverture du déficit d'investissement	3.263.363,87 euros
Solde = Dépenses nouvelles de fonctionnement	573.383,07 euros

Budget Assainissement

Excédent d'investissement	807.729,44 euros
Couverture du déficit de fonctionnement	464.963,95 euros
Solde = Dépenses nouvelles d'investissement	342.765,49 euros

Budget Eau

Excédent de fonctionnement	124.346,46 euros
Dépenses nouvelles de fonctionnement	124.346,46 euros
Excédent d'investissement	34.436,73 euros
Dépenses nouvelles d'investissement	34.436,73 euros

Budget zone de Berret

Déficit d'investissement	119.756,22 euros
Recettes nouvelles d'investissement	119.756,22 euros
Excédent de fonctionnement	350,00 euros
Dépenses nouvelles de fonctionnement	350,00 euros

Budget Caisse des Ecoles

Excédent de fonctionnement	2.001,97 euros
Dépenses nouvelles de fonctionnement	2.001,97 euros
Excédent d'investissement	2.199,54 euros
Dépenses nouvelles d'investissement	2.199,54 euros

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 27 mars 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? **2 oppositions** (JP NAVARRO, M. AYMERIC procuration à JP NAVARRO). Des abstentions ? Non.

La question n° 4 est adoptée à la majorité.

Question n°: **05**

Rapporteur : **M. CEGIELSKI**

Objet : **Budget primitif 2018**

1/ Note synthétique de présentation :

Voir documents de synthèse joints en annexe.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 27 mars 2018.

Michel CEGIELSKI : Ce budget 2018 se décompose en deux grandes parties. Le fonctionnement qui est de la gestion courante et l'investissement qui est en fait le programme d'investissements. Voici dans un premier temps, les principaux points à relever **en fonctionnement**.

Chapitre des dépenses : lors du DOB nous avons insisté pour poursuivre l'amélioration de la maîtrise des dépenses de fonctionnement. J'avais même précisé que notre volonté était de répondre aux préconisations de l'État à savoir de limiter l'augmentation du fonctionnement à 1,2%. Les prévisions telles que vous les voyez sur le tableau montrent en fait que c'est bien en-dessous, vu que l'on a une variation des dépenses de fonctionnement de l'ordre de 0,39% concernant le sous-total des dépenses réelles et si l'on prend le total des dépenses, nous sommes à -6,38%. Ceci s'explique, en outre, par l'externalisation des encombrants, le départ des CAE, des charges de personnel en faible évolution, ce qui donne un taux inférieur à celui du GVT. Cela s'explique aussi par une diminution des charges de gestion avec par exemple la suppression de la cotisation au SIESB de 23 000 €, je rappelle au passage l'importance de notre cotisation au SDIS de 1 105 000 € qui est comprise dans cette ligne. Autre explication de la baisse de fonctionnement qui est aussi due à l'atténuation de nos intérêts d'emprunts de 50 000 € c'est ce qui concrétise la baisse de la dette. Et enfin, reste à noter le montant de 200 000 € de provisions pour risques et charges ainsi que pour les dépenses imprévues. Nous avons aujourd'hui les moyens de provisionner une telle somme. Bien évidemment, si cette somme ne devait pas être utilisée, elle servirait à l'autofinancement, ce qui permettrait ainsi de réduire le montant de l'emprunt. Vous voyez donc que la volonté de poursuivre la maîtrise de nos dépenses de fonctionnement va permettre encore pour les années à venir d'investir dans notre cité, de la développer et de la rendre plus dynamique et plus sûre.

Après avoir commenté les prévisions de dépenses en fonctionnement, voyons à présent celles des recettes.

Chapitre recettes : les principaux éléments sont les impôts et taxes, notamment les impositions directes qui voient une augmentation de nos bases se situant entre autres à 4,39% pour ce qui est de la taxe du foncier bâti. Cela est un signe montrant que Bagnols devient une ville plus attractive. C'est un fait vérifié par une

augmentation, légère certes, de la population couplée à des constructions supplémentaires et à plus de logements taxés. Autres recettes d'importance, celles des dotations, subventions et participations. Le jour de l'édition de ce document ainsi que celui de la commission des moyens généraux, le montant exact des dotations de l'État n'était pas encore connu. La DGF et la DSU ont été estimées au plus juste. Notons la baisse normale des subventions liées à la suppression des NAP à la rentrée ainsi qu'à la suppression des contrats d'avenir. Globalement, les recettes de fonctionnement sont stables et sans augmentation de nos impôts. Bien sûr, s'ajoute à nos recettes le résultat de l'exercice antérieur.

Pour clore les commentaires liés au fonctionnement, il reste à faire remarquer l'importance du résultat en excédent de fonctionnement de l'ordre de 3 135 000 € ce qui représente notre capacité d'autofinancement. Cet excédent, comme vous pouvez le voir, est reporté en recette d'investissement.

Après avoir vu les orientations budgétaires en fonctionnement, voici celles **d'investissement.**

Chapitre dépenses : près de 5 000 000 d'euros en travaux sont prévus cette année, soit une augmentation de +31,63% par rapport à 2017. Je tiens à souligner que plus d'1 million d'euros seront consacrés aux travaux de voirie. A cela, on peut ajouter les travaux de l'église pour un 1 million d'euros, avec 600 000 € de subvention tout de même. Cela a déjà été présenté lors du DOB mais il est vrai que le temps de lancement d'importants travaux est venu, rendant possible la réalisation de notre PPI.

Chapitre recettes : un emprunt de 2 000 000 € est envisagé, il pourrait être réduit comme vu précédemment. C'est notre bonne santé financière et notre capacité d'autofinancement liée à des taux d'intérêts bas qui va permettre ce recours. Notons la forte augmentation du FCTVA qui s'explique par un surcroît de travaux en 2017, la TVA étant récupérée l'année suivante.

En résumé, c'est un budget volontariste avec une estimation des recettes et des dépenses correctes, sincères et véritables, établi selon une double orientation, stabilisation et suivi rigoureux des dépenses de fonctionnement, volonté d'investissement pour une feuille de route, le PPI.

En ce qui concerne les budgets annexes eau et assainissement, je rappelle qu'ils sont autofinancés par les usagers et gérés de façon autonome par un budget autonome. Dans l'assainissement, vous avez une augmentation due aux travaux neufs. C'est ce qui a été expliqué par Monsieur le Maire tout à l'heure. Le budget de la caisse des écoles c'est ce qui est dévolu à la Réussite Educative. La zone de Berret est déficitaire mais comme on l'a vu tout à l'heure, c'est dû au lot qui reste à vendre et pareil pour Bagnols-Lussan.

Voilà très succinctement, si vous avez des questions nous y répondrons très volontiers. Je remercie les élus avec qui j'ai travaillé et fortement les services et je vous remercie de votre écoute.

Claude ROUX : J'ai une interrogation concernant la participation à l'école Sainte-Marie qui est en baisse ? Quelle en est la raison ?

Jean-Yves CHAPELET : Je rappelle que nous sommes liés par une convention. Pour l'école élémentaire, le montant est fixé en prenant la moyenne du coût des élèves de l'école publique multipliée par l'effectif en école privée. Sur l'école maternelle, aujourd'hui, la participation est liée à l'effectif et celui-ci s'est envolé sur l'école maternelle Sainte-Marie. Lors du Conseil d'Administration de l'école, j'ai signalé ce fait et j'ai proposé de dénoncer la convention et d'en proposer une autre basée sur une subvention fixe. Je vous rappelle que nous sommes seuls à participer financièrement au fonctionnement de l'école Sainte-Marie, les communes alentours ne participent pas et ensuite il n'y a pas d'obligation concernant les écoles maternelles mais nous tenons à verser cette subvention. Par contre, il faut qu'elle se stabilise et pour cela nous avons proposé et ils semblent d'accord, une somme fixe qui ne soit pas dépendante du nombre d'élèves. Mais, sur l'école élémentaire, nous gardons la même convention.

Christian ROUX : Par rapport à ce que nous a dit Michel CEGIELSKI, à savoir une économie faite sur l'externalisation des retraits des encombrants, est-ce que vous pouvez nous donner des précisions ?

Jean-Yves CHAPELET : Souvenez-vous lorsque nous sommes arrivés aux affaires en 2008, c'est une société qui gérât les encombrants mais pas de façon satisfaisante. Nous avons donc décidé que ces encombrants reviennent en internalisation mais avec un but car c'est un métier qui nécessite une connaissance de l'environnement et en même temps étaient créés les CAE, nous avons donc profité de cette opportunité pour créer un service à part entière avec la volonté de former des jeunes au tri sélectif et d'ailleurs le SITDOM a embauché plusieurs de ces personnes en CAE pour la gestion des déchetteries. Aujourd'hui, le nombre des CAE diminuent fortement avec des conséquences sur ce service qui n'a plus suffisamment de personnel pour être géré correctement. Il s'est alors posée dans l'équipe majoritaire la question du maintien ou pas de ce service rendu. La volonté commune, en termes d'image de la ville, était de continuer en externalisant ce service pour lequel nous avons d'ailleurs de bons retours.

Christian ROUX : Je ne voudrais pas que vous développiez l'externalisation à tout va au sein de la mairie en sachant qu'on a quand même des personnels avec des compétences techniques très fortes et je vous encourage à porter une reconnaissance envers ces personnels et à garder effectivement ces métiers un peu techniques nécessaires au fonctionnement d'une collectivité.

Jean-Yves CHAPELET : Je vous rassure il n'y a pas de volonté d'externaliser les services.

Serge ROUQUAIROL : Le budget nous a été présenté de façon très claire, à la différence près d'une petite erreur mais qui était bien excusable, sur l'inversion du budget assainissement que nous avons relevé en Commission et qui n'a pas posé

de problème et vous avez fourni en outre des explications sur la rareté de cette inversion. Revenons au budget.

Nous constatons que nous allons dans un sens positif. Je m'explique. Cela fait plusieurs années que nous intervenons pour dire que la lecture que l'on a de la ville lorsqu'on se promène est une lecture qui fait état d'une désertification économique du centre-ville et je me souviens de certains conseils municipaux où lorsque nous proposons cette analyse des choses, il nous était répondu que nous étions des pessimistes pervers, que nous ne savions voir que les verres à moitié vides, que nous ne savions dire que du mal de notre ville, alors que nous nous inquiétions légitimement de ce vide économique. Il semble que ce discours s'inverse. Il semble ici ou là, aussi bien dans votre analyse de la nécessité de revitaliser le centre-ville sur le plan économique que dans votre analyse de la réalité budgétaire à laquelle correspond l'état de notre ville, vous acceptiez une partie de notre analyse. J'en veux pour preuve la discussion que nous avons eue très franchement sur cette question à la Commission des finances où il est apparu qu'effectivement les ratios que vous avez commentés M. CEGIELSKI, certes indiquaient au-delà de l'équilibre budgétaire intéressant que vous aviez pu dégager, le fait que la ville est tout de même encore sous perfusion, si vous me permettez l'expression, d'une Dotation de Solidarité Urbaine très importante, avec l'inversion des courbes qui remontent à deux ans en arrière entre la DGF et la DSU et ce croisement des courbes ne devant pas a priori être différent et devant continuer à se marquer dans les années à venir. Néanmoins, aussi bien sur cette analyse que vous faites et qui apparaît dans les interviews que vous donnez et dans le commentaire qui nous a été fait en Commission des finances que sur le questionnement concernant la sécurité où il semble bien qu'on l'appelle vidéo-protection ou vidéosurveillance ce qui est une question de sémantique absolument inintéressante, vous avez largement changé de point de vue sur cette protection de la ville et de ses habitants par un système de caméras et il semble bien que vous ayez abandonné une certaine vision un peu doctrinaire des années passées. Nous notons que les choses vont dans un sens qui prend en compte l'intérêt des Bagnolais et qui prend en compte les recommandations ou les alertes que nous effectuons. Il y a même un dispositif intéressant, on va le voir dans les questions à venir, pour une aide à l'installation commerciale. Je voudrais intervenir sur quelque chose qui n'apparaît pas et que je vous suggère d'envisager à l'avenir. Je pense que la clé pour une ville de notre dimension, mais il faudrait un effort budgétaire correspondant, au-delà d'un subventionnement aux commerces de centre-ville ou aux commerces de périphérie immédiate, serait dans une intervention volontariste sous forme d'un remembrement économique commercial avec un moyen d'inciter, éventuellement avec une menace de sanction économique, les propriétaires bailleurs du centre-ville à une modération de leurs loyers ou de leur imposer le passage dans une structure de remembrement économique d'ordre municipal qui permette de proposer des loyers stables et attractifs pour les commerçants et qui permettent d'imposer aux propriétaires bailleurs des conditions parce que je ne sais pas si vous avez vu les arrière-boutiques de certains commerces, les conditions sanitaires y sont exécrables dans presque un local sur deux, des conditions qui seraient dignes et efficaces pour l'exercice de commerce par les commerçants locaux et cela permettrait à la ville d'avoir un droit de regard pointu sur la qualité et la nature des commerces qui

s'installeraient. Voilà la proposition que je fais, bien sûr elle n'est pas inscrite dans votre budget parce que je pense que ce serait une grosse somme à investir pour être capable d'imposer un certain nombre de choses mais nous pensons que c'est une des clés du développement économique intérieur de la ville et de son inscription vers une progression de sa richesse propre. M. CEGIELSKI a fait état en Commission du fait qu'il y avait de nouvelles constructions et que cela correspondait à un frémissement de l'enrichissement, néanmoins, il faut bien noter que ces constructions restent encore des constructions collectives, restent encore des constructions que si elles ne sont pas des constructions d'habitat social, ne sont pas non plus des constructions qui correspondent à un enrichissement réel de la population fiscale de notre ville et donc il nous faut aller dans ce sens-là et je pense que l'attractivité économique de la ville pourrait passer par cette solution. Je vous remercie de m'avoir écouté, c'était mon commentaire sur le fonds du budget et non pas sur les chiffres.

Jean-Yves CHAPELET : Je vais commencer par vous répondre sur l'attractivité. L'attractivité on peut la mettre à toutes les sauces, je suis un scientifique, j'aime bien les chiffres surtout quand ce ne sont pas les miens ainsi on ne peut pas m'accuser de les trafiquer. L'année dernière, souvenez-vous, sur la Taxe d'aménagement, nous avons budgétisé comme tous les ans, 175 000 €. L'année dernière, je l'ai dit devant cette assemblée au moment du vote du CA, en ce qui concerne l'attractivité nous avons eu 245 000 € au lieu de 175 000 € et je vous ai dit la Taxe d'aménagement est proportionnelle au nombre de constructions. La Taxe d'aménagement ce n'est pas que du collectif c'est surtout de l'individuel. Ce que j'aurais dû savoir puisque je vis à Bagnols, c'est que lorsque vous payez votre Taxe d'aménagement, l'année suivante vous payez votre Taxe d'habitation, votre Taxe foncière. Comment fonctionne les recettes sur la Taxe d'habitation, la Taxe foncière du bâti et du non bâti ? Vous avez ce qu'on appelle des bases multipliées par les taux. Cette année, nous l'avons déjà annoncé au DOB et vous l'avez vu dans le BP, on n'augmente pas les taux d'impositions directes, ils suivent juste le coût de la vie. Les bases sont des chiffres qui nous sont fournis par l'État, ce sont des bases foncières et ces bases foncières pour les prévoir on prend 1,1% que l'on multiplie avec les taux ce qui constitue la progression normale de nos bases. Mais, l'année dernière, la Taxe d'aménagement ayant augmenté a fait qu'aujourd'hui nos bases dans leur globalité ont augmenté de 3%. Donc, vous avez 1,1% qui est la progression normale et les 2% qui restent sont liés à deux facteurs, un lié à la richesse produite sur ce territoire à travers l'installation de nouveaux foyers et le 2^{ème} lié au RIL (Recensement Immobilier du Logement). En effet, nous avons procédé depuis quelques années à une mise à jour de nos plaques de numéros de rues et donc tout le monde aujourd'hui à un numéro de rue attribué. Cela paraît anecdotique mais cette mise à jour va directement dans le RIL. Aujourd'hui, on commence à nous annoncer des chiffres qui sont du même niveau que l'année dernière, ce qui veut dire que les 3% qu'on a pris cette année sur les bases, je ne dis pas qu'on va les retrouver l'année prochaine mais elles vont encore évoluer de façon un peu plus conséquente.

Sur la DSU, les chiffres nous sont parvenus hier soir, sachez que par rapport à la DSU de l'année dernière, nous avons 110 000 € supplémentaires. Comment est calculée la DSU ? Me dire que si la DSU augmente c'est que Bagnols s'appauvrit,

c'est faux. Pour calculer la DSU, vous allez sur le site de la DGCL (Direction Générale des Collectivités Locales) dans la rubrique « Critères de répartition des dotations » et là vous avez pour toutes les communes de France et de Navarre les bases de calcul. La DSU c'est la population INSEE et la DGF c'est le potentiel financier par habitant hors TP que vous prenez avec le revenu par habitant, vous allez prendre les recettes réelles de fonctionnement de la commune, avec un autre facteur qui intervient qui est l'effort fiscal que vous faites. Quand vous avez saisi tous ces critères, vous obtenez un rang et nous sommes au 141^{ème} rang sur les 800 communes de l'hexagone. Ce que nous essayons de faire depuis des années, c'est de pousser chaque paramètre dans le code de calcul au maximum. Tout à l'heure, M. ROUX disait que l'on augmentait les impôts mais heureusement que nous les augmentons et de façon normale parce que cela nous a permis d'accompagner cet effort fiscal. Donc, ce n'est pas parce que la DSU augmente que l'on s'appauvrit, c'est juste que lorsque vous êtes en charge des finances, vous essayez d'être le plus astucieux possible pour profiter au maximum d'un dispositif et de faire que vos recettes augmentent. Après, vous dire que Bagnols n'est pas une ville centre, jamais je ne dirai ça. Bagnols est une ville qui compte 18 000 habitants avec une communauté d'agglomération de 75 000 habitants, avec des lycées, des collèges, un hôpital, les douanes et la DSU reconnaît la ville centre que nous sommes.

Sur la dynamisation du centre-ville, je partage votre avis. J'ai reçu la CCI ainsi que tous les propriétaires des commerces de la rue de la République et de la rue Fernand-Crémieux, enfin presque tous à quelques exceptions près et aucun n'a protesté sur le fait de baisser leur loyer. Cependant, je leur ai annoncé qu'il existait la possibilité de taxer les friches commerciales. Je ne dis pas qu'on ne le fera pas, on travaille sur le sujet, mais c'est une sanction et nous ne la développerons que si la redynamisation du centre-ville à travers le plan « Cœur de ville » ne fonctionne pas. J'ai le plaisir de vous annoncer que nous sommes éligibles à ce dispositif avec 222 autres communes. Le dispositif « Cœur de ville » c'est un engagement de 1 milliard d'euros sur les 222 communes. Nous allons créer des marchés nocturnes et hebdomadaires sur la place Mallet pour attirer les gens, nous avons une aide pour les commerces en collaboration avec la CCI mais aussi un effort des propriétaires, nous avons mis un budget supplémentaire à l'association des commerçants. Nous avons tout un plan que nous allons développer et la partie sanction ne viendra que dans un deuxième temps si tout ce que nous mettons en place ne fonctionne pas. Mais je pense que si tout le monde joue le jeu ça va fonctionner.

Christian ROUX : Puisque nous parlons d'attractivité, il est un acteur important à souligner, c'est l'agglomération. Aujourd'hui, des actions sont menées sur le développement économique et le développement touristique, je crois que c'est aussi à la commune de Bagnols de pousser et d'inciter l'agglomération à donner ce coup de main sur le développement économique. Il est nécessaire d'anticiper au regard de ce qui se passe sur certains grands donneurs d'ordre du coin et je pense au CEA qui subit d'énormes coupes franches qui font que certains investissements ne vont pas se faire. Je ne parle pas d'ORANO qui va connaître des journées sombres très rapidement. Je suis désolé si le tableau est un peu noir.

Claudine PRAT : Sur ce que vous avez dit sur la Taxe d'aménagement il y a une chose qui influe aussi dessus, c'est la révision des valeurs locatives des locaux industriels et qui fait que leur valeur a beaucoup augmenté à surface égale.

Jean-Yves CHAPELET : Les valeurs locatives n'ont pas augmenté. Je ne sais pas si vous y participez mais nous avons ce qu'on appelle la Commission communale des impôts directs. On y épluche des listings sur lesquels on regarde les catégories et depuis maintenant deux ans, nous les reprenons ligne par ligne avec les services de l'État. C'est un balayage entre des choses qui étaient déclarées en habitation et qui sont des commerces ou des locaux industriels mais la variation est de l'ordre de quelques centimes d'euros, multipliés par 2 000 ça représente une somme mais ça ne fait pas les 100 000 € de delta.

Claudine PRAT : Est-ce que vous pouvez nous communiquer le taux communal de la Taxe d'aménagement ?

Jean-Yves CHAPELET : Je ne l'ai pas en tête mais je vous le transmettrai. Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

I - Budget principal : adopté à la majorité – 6 oppositions (*S. ROUQUAIROL, C. PRAT, Ch. ROUX, Y. ORTIZ, M. AYMERIC* procuration à JP NAVARRO, JP NAVARRO) – **1 abstention** (*Cl. ROUX*)

Taux d'impositions directes : adoptés à la majorité – 2 oppositions (JP NAVARRO, M. AYMERIC procuration à JP NAVARRO) – **5 abstentions** (*S. ROUQUAIROL, C. PRAT, Ch. ROUX, Y. ORTIZ, Cl. ROUX*)

Taxe d'habitation..... 14,95 %

Taxe foncière sur les propriétés bâties 24,85 %

Taxe foncière sur les propriétés non bâties ... 67,50 %

II - Budget Assainissement : adopté à l'unanimité

III - Budget Eau : adopté à l'unanimité

IV - Budget Zones d'activités : adopté à l'unanimité

V - Budget de la Caisse des Ecoles : adopté à l'unanimité

Question n°: **06**

Rapporteur : **M. CEGIELSKI**

Objet : **Subventions de fonctionnement aux associations pour l'année 2018**

1/ Note synthétique de présentation :

Les subventions que l'on propose d'attribuer aux associations pour l'année 2018 s'élèvent à 275.000 Euros.

Elles se répartissent de la façon suivante :

- Secteur sportif	190.870 Euros
- Secteur social	19.350 Euros
- Secteur culturel	14.700 Euros
- Secteur scolaire	3.300 Euros
- Associations patriotiques	1.190 Euros
- Subventions soumises à action	37.200 Euros
- Divers	370 Euros
- Crédits non affectés	8.020 Euros

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 27 mars 2018.

Christian ROUX : Y-a-t-il toujours des conventions d'objectifs pour certaines associations ?

Michel CEGIELSKI : Il y a quelques années, trois associations étaient soumises à des conventions d'objectifs, le foot, le rugby, le hand et la natation aussi. Ces dernières années, M. POUTIER est en train de travailler en ce sens sur d'autres grosses associations pour arriver à être conformes à la législation. Sont concernés, l'Office du Sport, Mosaïque en Cèze, Riposte, etc..

Christian ROUX : En ce qui concerne les associations, avez-vous eu des retours par rapport à la perte des Contrats Aidés ?

Jean-Yves CHAPELET : Nous avons des retours. J'ai assisté à l'Assemblée Générale des associations de Marcoule et si pour certaines, cela créait des soucis, elles sont en train de trouver des solutions à ce déficit.

Claudine PRAT : Il y avait sur le hand entre autres, une convention tripartite qui avait été signée avec l'agglo. Du fait que l'agglo ait rendue aux communes la compétence sport, la convention est devenue caduque et c'est la commune qui l'assume de fait ?

Jean-Yves CHAPELET : Souvenez-vous, lors du Conseil communautaire, j'ai souligné la reprise de cette compétence complète par la commune.

Claudine PRAT : On l'assume complètement, il n'y a pas de compensation financière d'aucune sorte ?

Jean-Yves CHAPELET : Quand on reprend les compétences c'est pour tout. Je voudrais juste signaler l'entrée de l'association « Retrouvons Lucas » à qui nous accordons 100 € de subvention. Ce n'est pas l'importance de la somme mais juste pour montrer que nous sommes attentifs à ce qui se passe sur notre territoire et pour montrer que la Mairie ne lâche pas les parents. C'est l'engagement que nous avons pris avec M. CELLIER, lors du rassemblement sur la place de la Mairie. Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Claude ROUX : Je voudrais intervenir dans le cadre de l'Office du Sport. Nous avons plusieurs contrats d'objectifs dans l'année que je peux vous citer : le Forum des associations puisque vous nous en confiez l'organisation. C'est à titre gracieux puisque nous n'avons pas de financement pour organiser cette manifestation, la soirée des récompenses aux sportifs titrés pour laquelle nous avons 4 500 € pour participer à l'achat des récompenses, la soirée des bénévoles pour un montant de 3 500 €. Des clubs mettent à l'honneur à travers nous leurs bénévoles les plus méritants, l'aide à la licence pour les familles les plus en difficulté, c'est-à-dire que nous prenons 1/3 du montant de la licence à notre charge en corrélation avec la Politique de la Ville et enfin des objectifs sur des colloques notamment cette année nous travaillons sur le sport et la santé et le label vivre et bouger dans la ville.

Jean-Yves CHAPELET : Merci. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 6 est adoptée à l'unanimité.

Question n°: **07**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Création d'un Comité Technique et d'un CHSCT commun**

1/Note synthétique de présentation :

Les articles 32 et 33-1 de la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984 prévoient qu'un Comité Technique et un CHSCT commun soient créés dans chaque collectivité ou établissement employant au moins cinquante agents ainsi qu'auprès de chaque Centre de Gestion pour les collectivités affiliées employant moins de cinquante agents.

Il peut être décidé, par délibérations concordantes des organes délibérants d'une commune et d'un ou plusieurs établissements publics rattachés (C.C.A.S. et Caisse des écoles), de créer un Comité Technique et un CHSCT commun aux agents de la commune et de l'établissement (ou des établissements) à condition que l'effectif total soit au moins égal à cinquante agents.

Dans l'intérêt de disposer d'un Comité Technique et d'un CHSCT commun pour l'ensemble des agents de la Commune, du C.C.A.S. et des établissements rattachés, et compte-tenu que les effectifs des fonctionnaires, des agents non titulaires de droit public et de droit privé au 1^{er} janvier 2018 sont compris entre 350 et 1000 agents (Ville : 355 ; CCAS : 11 ; EHPAD : 55), il est proposé :

- de créer un Comité Technique et un CHSCT commun,
- de fixer à 6 le nombre de représentants titulaires du personnel,
- de maintenir le paritarisme numérique en fixant le nombre de représentants des élus à 6 titulaires et 6 suppléants,
- de recueillir l'avis des représentants de la collectivité avec voix délibérative pour le Comité Technique et le CHSCT,

L'élection des représentants du personnel au Comité Technique est fixée au 6 décembre 2018. Pour le CHSCT, les organisations syndicales désigneront les représentants du personnel.

Question présentée à la Commission moyens généraux du 27 mars 2018.

Christian ROUX : Je trouve dommage que les élus de l'opposition ne puissent participer dans ces instances.

Jean-Yves CHAPELET : C'est une volonté politique. Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? **2 abstentions** (J.P NAVARRO, M. AYMERIC procuration à JP NAVARRO)

La question n° 7 est adoptée à l'unanimité.

Question n°: **08**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

OBJET : **Protection fonctionnelle à 2 agents de Police municipale**

1/Note synthétique de présentation :

Aux termes de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 et notamment l'article 11 modifiée par la loi n°96-1093 du 16 décembre 1996 – article 50 et par la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 – article 71 portant droits et obligations des fonctionnaires, la collectivité publique est tenue d'assurer la protection fonctionnelle de ses agents.

A ce titre, la collectivité publique est tenue de protéger les fonctionnaires contre les menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonctions, et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté.

Par courrier du 16 mars 2018, Messieurs Daniel GAILLARD et Jérôme MOURARET, agents de Police municipale, ont demandé à la commune de Bagnols-sur-Cèze, de leur accorder la protection fonctionnelle suite à outrage en réunion à personne dépositaire de l'autorité publique dans l'exercice de ses fonctions.

Il est proposé d'accorder la protection fonctionnelle à ces agents.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 27 mars 2018.

Claude ROUX : Comme je l'ai dit en Commission je tiens à poser publiquement cette question. Nous votons de plus en plus de questions pour des aides juridiques à du personnel de Police Municipale. Est-ce parce que les agressions verbales sur nos agents ont augmenté ou bien et je l'espère est-ce parce qu'on ne laisse plus rien passer et qu'à la moindre incartade une plainte est déposée ? Nous ne pouvons qu'aller dans ce sens et les appuyer.

Emmanuelle CREPIEUX : En effet, nous ne laissons rien passer et nous demandons aux agents de porter plainte systématiquement quand il y a agression et en même temps si on regarde les chiffres des autres années ils se tiennent : en 2018 nous en sommes à cinq, en 2017 nous n'en avons pas voté, en 2016 nous en avons voté sept.

Serge ROUQUAIROL : Je souscris tout à fait à l'intervention de Claude. Nous devons exprimer notre solidarité avec nos personnels systématiquement et cela doit être la traduction concrète de notre volonté politique, la volonté politique du Conseil municipal de façon publique et j'apprécie que ce soit délibéré et que ce

soit des questions qui apparaissent dans l'ordre du jour du Conseil municipal et que notre intervention sur ce sujet montre à la fois notre volonté et la volonté du Conseil municipal de ne pas laisser passer tout ce qui pourrait la vie des gens et qui n'est pas nécessairement une atteinte à la loi dans la forme et d'exprimer notre solidarité avec les personnels municipaux qui ont la tâche difficile de faire respecter cela. Je m'associe totalement à cette décision.

Jean-Yves CHAPELET : Merci. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 8 est adoptée à l'unanimité.

Question n°: **09**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

OBJET : **Protection fonctionnelle à trois agents de Police municipale**

1/Note synthétique de présentation :

Aux termes de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 et notamment l'article 11 modifiée par la loi n°96-1093 du 16 décembre 1996 – article 50 et par la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 – article 71 portant droits et obligations des fonctionnaires, la collectivité publique est tenue d'assurer la protection fonctionnelle de ses agents.

A ce titre, la collectivité publique est tenue de protéger les fonctionnaires contre les menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonctions, et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté.

Par courrier reçu en mairie le 19 mars 2018, Madame Ghislaine ESPITALLIER et Messieurs Bruno DUCROQUET et Jérôme MOURARET, agents de Police municipale, ont demandé à la commune de Bagnols-sur-Cèze, de leur accorder la protection fonctionnelle suite à violence volontaire à agent dépositaire de l'autorité publique dans l'exercice de ses fonctions et dégradations de biens publics.

Il est proposé d'accorder la protection fonctionnelle à ces agents.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 27 mars 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 9 est adoptée à l'unanimité.

Question n : **10**

Rapporteur : **G. COURBEY**

Objet : **Association « Les Ménéstrels Théâtre » : attribution d'une subvention pour l'organisation d'un festival**

1/Note synthétique de présentation :

L'association « Les Ménéstrels théâtre » souhaite organiser à l'occasion de son 60^{ème} anniversaire, un festival de théâtre amateur « Théâtre en Cèze », du 3 au 5 mai 2018, au centre culturel Léo-Lagrange.

Le président de l'association « Les Ménéstrels théâtre » sollicite de la ville de Bagnols-sur-Cèze une subvention pour l'aide à l'organisation du festival.

Il est proposé d'attribuer une subvention de 500 €.

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture du 22 mars 2018 et à la Commission des moyens généraux du 27 mars 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 10 est adoptée à l'unanimité.

Question n : **11**

Rapporteur : **G. COURBEY**

Objet : **Aide économique à la location commerciale du centre-ville**

1/ Note synthétique de présentation

Devant le constat de la désertification des rues commerçantes et consciente de l'importance d'apporter un souffle nouveau et une dynamique au centre-ville, la commune souhaite engager une action favorisant la réouverture des locaux commerciaux vacants.

Concrètement, toute personne ayant un projet d'activité économique dans un local vacant situé dans le secteur défini, pourra solliciter une aide à la location auprès de la commune. Cette aide sera calculée sur la base du montant du loyer.

Le secteur géographique défini se compose des axes suivants :

- rue de la République
- place Auguste-Mallet
- rue Fernand-Crémieux
- boulevard Théodore-Lacombe
- avenue Paul-Langevin
- rue de l'Horloge
- rue Gentil

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 27 mars 2018.

Serge ROUQUAIROL : Je ne reprends pas ce que j'ai développé à l'occasion du débat sur le budget. Je suis satisfait de voir par exemple que dans la convention apparaissent précisément les limitations des aides en matière de nature des commerces et en particulier les limitations qui concernent les métiers de bouche qui sont comme vous le savez, un moyen bien souvent de ne pas réussir dans le commerce. On ne s'improvise pas dans les métiers de bouche, tout comme boucher, charcutier ou boulanger et encore moins pizzaiolo. C'est une restriction qui va dans le bon sens de la diversification des offres sur Bagnols et je pense que c'est ce que nous devons poursuivre comme objectif.

Christian ROUX : J'ai une question qui a un lien avec le programme « Action Cœur de Ville ». Nous en avons parlé un peu tout à l'heure avec des subventions qui vont être allouées. Sauf que, il faut construire un programme et un projet. Je voudrais savoir si vous avez commencé à y travailler et avec qui ?

Ghislaine COURBEY : Le projet « Cœur de Ville » est tout récent donc nous n'avons pas encore eu le temps d'y travailler dessus. Pour ma part, j'ai beaucoup plus travaillé sur le FISAC avec le Maire et les personnes concernées. Nous avons également des réunions avec la CCI. Nous sommes toujours en contact avec les commerçants et après avoir fait le tour des commerces, certains sont ravis de ce dispositif et actuellement quatre commerces ont déjà fait une demande d'aide à l'installation.

Jean-Yves CHAPELET : C'est un travail avec l'État mais pas seulement, je vais dire que nous travaillons en meute, c'est-à-dire avec le député, la Région et l'agglomération puisque c'est elle qui a la compétence *Tourisme et développement économique*. Avec la CCI qui est partie prenante nous travaillons sur la convention d'aide économique, sur l'association des commerçants nous travaillons avec le FISAC qui va se développer, sur le fonds il faut s'inscrire dans une redynamisation globale. Toute notre démarche aujourd'hui est de déterminer des axes de travail et de mettre en face des actions qui ne se limitent pas aux commerces mais dans tous les secteurs.

Anthony CELLIER : Je voulais juste préciser que l'action « Cœur de Ville » est un accélérateur puisque les délais de réponse des dossiers et les obligations de résultats qui en découlent doivent être rapides. Après, l'intervention de l'État, c'est aussi un changement de paradigme qui ne vient pas uniquement des financements. Ce n'est pas un ruissellement de dotations vers la collectivité et qui par un effet de baguette magique va redynamiser le centre-ville. C'est vraiment un effort collectif, une réflexion collective et encore une fois ce changement de paradigme c'est de partir du principe que ceux qui savent quel est le quotidien de la collectivité, ce n'est pas l'État, ce sont ceux qui y vivent au quotidien. Effectivement, la démarche de la réflexion de ce que va être le projet d'action « Cœur de Ville » c'est une réflexion concertée et sans devancer ce que sera la réunion, bien évidemment tous les commerçants auront pleinement droit de cité dans le cap qui va être fixé au travers de cette action « Cœur de Ville ».

Jean-Yves CHAPELET : Nous passons au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 11 est adoptée à l'unanimité.

Question n°: **12**

Rapporteur : **G. PAGES**

Objet : **École Sainte Marie : attribution d'une subvention pour des voyages scolaires**

1/ Note Synthétique de présentation :

La commune entend soutenir les projets de classes visant à ouvrir les enfants à la découverte de leur environnement, dans le cadre de leur épanouissement, favorisant ainsi leurs apprentissages.

L'école Sainte-Marie va organiser 2 séjours au cours de cette année scolaire, un séjour à Chadenac en mars et un séjour à Villars de Lans en juin.
106 élèves seront concernés par ces séjours.

Il est proposé :

- d'attribuer et de verser une subvention d'un montant de 500 € à l'Ecole privée Sainte-Marie pour l'organisation de ces séjours de découvertes.

Question présentée à la Commission éducation, sport et Culture du 22 mars 2018
et à la Commission des moyens généraux du 28 mars 2018

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 12 est adoptée à l'unanimité.

Question n°: **13**

Rapporteur : **C. SUAU**

Objet : **Association « Société de Pétanque et Jeu Provençal les Pétanqueurs du Posterlon » : attribution d'une subvention**

1/Note synthétique de présentation :

L'association « Société de Pétanque et Jeu Provençal les Pétanqueurs du Posterlon » a organisé à Bagnols-sur-Cèze, quatre concours officiels de pétanque sur la saison 2017 (26 mars, 23 avril, 26 mai et 25 août 2017).

Tous ces concours sont inscrits au calendrier départemental et s'effectuent avec le contrôle d'un arbitre officiel.

L'association sollicite une aide de la ville pour le financement de ces manifestations.

Il est proposé de lui attribuer une subvention de 150 €.

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture du 22 mars 2018 et à la Commission des moyens généraux du 27 mars 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 13 est adoptée à l'unanimité.

Question n°: **14**

Rapporteur : **D. RIEU**

Objet : **Opération de construction de l'EHPAD Le Bosquet : contractualisation d'un contrat de prêt auprès de la Caisse des dépôts et Consignations**

1/ Note synthétique de présentation :

L'opération de construction de l'EHPAD le Bosquet nécessite de souscrire une demande de financement auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous forme de prêt pour un montant de 6 209 313 euros, selon le plan de financement ci-dessous.

Il convient d'autoriser le Maire-Président du CCAS à signer les pièces afférentes à ce financement.

Subvention CNSA	600 000 €
Subvention Département	1 670 530 €
Total des prêts CDC	6 209 313 €
Total des prêts hors CDC Agir Arco	150 000 €
Fonds propres	1 370 157 €
TOTAL	10 000 000 €

Il est demandé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire et Président du CCAS à signer les pièces afférentes à ce financement.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 27 mars 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 14 est adoptée à l'unanimité.

Question n : **15**

Rapporteur : **D. RIEU**

Objet : **Contrat de ville du Gard rhodanien – Programmation 2018**

1/Note synthétique de présentation :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine prévoit la signature du Contrat de ville conclu à l'échelle intercommunale pour la période 2015 – 2020.

Le Décret du 30 décembre 2014 a défini la géographie prioritaire et identifie le quartier prioritaire des Escanoux-Coronelle-Citadelle-Vigan Braquet pour la commune de Bagnols-sur-Cèze.

Le Contrat de ville du Gard rhodanien 2015-2020 a été signé le 9 juillet 2015.

Le Contrat de ville comporte un appel à projets annuel cofinancé par les collectivités, la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (Etat) et le Conseil départemental du Gard. Pour l'année 2018, l'appel à projets fait apparaître :

- 83 dossiers de demande de subvention au total.
- 41 projets sollicitent une subvention de la mairie de Bagnols-sur-Cèze ; 26 ont reçu un avis favorable.
- 7 dossiers sont déposés par la mairie pour des actions portées par les services municipaux.
- La demande de subvention de la caisse des écoles pour le financement du Programme de Réussite Educative.

Il convient :

- d'autoriser Monsieur le Maire à verser aux associations les subventions prévues dans le cadre de l'appel à projet du Contrat de ville,
- de solliciter les subventions auprès des financeurs pour les actions portées par la mairie de Bagnols sur Cèze.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 27 mars 2018.

Christian ROUX : J'ai parcouru l'ensemble des actions qui ont été menées dans le cadre du Contrat de Ville. Evidemment, il y a des actions qui se font et qui me plaisent personnellement et la question que je vous pose comme toutes les années, est-ce qu'il y a un suivi et comment est-il organisé ? Ensuite, quel bilan peut-on en faire ? Tout à l'heure mon collègue député parlait de changement de paradigme, est-ce que vous pouvez préciser qu'effectivement les choses bougent, que les comportements évoluent ?

Serge ROUQUAIROL : Je voudrais intervenir tout simplement parce que tout à l'heure Monsieur le Maire a parlé de pragmatisme et je pense que ce contrat de ville s'est toujours présenté, ne serait-ce que par la complexité du document qui nous permet de l'appréhender et de le traiter, comme une usine à gaz qui n'en est pas une de fait car beaucoup d'actions sont des actions dans lesquelles la ville intervient soit directement, soit avec une prédominance de pilotage. Beaucoup d'actions qui sont sollicitées par la ville et dont les réponses relèvent des initiatives d'associations dans le cadre finalement d'un objectif que nous partageons. Mais, je crois qu'il faut que nous allions vers un pragmatisme toujours plus prégnant pour que ce Contrat de ville ne serve qu'aux actions que nous voulons mettre en œuvre et que nous ne nous laissions pas attraper par les effets d'inertie de cette complexité administrative qui pourrait nous entraîner à être relativement passifs ou dans le laisser-aller du genre « le dossier est monté, ça va à peu près » ou « l'État envisage de financer, on va financer aussi ». Il faut que nous nous l'interdisions. Je fais confiance à M. RIEU qui nous a tout le temps répondu précisément quand nous posions des questions qui relevaient de l'évaluation. La grosse difficulté que nous avons en Conseil municipal, je ne parle pas de majorité, ni d'opposition, c'est de montrer que ce Contrat de Ville sert à quelque chose. Je pense qu'il faut qu'on arrive à faire passer le message que derrière ce Contrat de Ville il y a des actions dont la ville a besoin et on pourrait bien se dire à un moment donné ou à un autre, le pragmatisme ... Je suis fasciné par le pragmatisme que les Canadiens, quand ils ont voulu redresser la situation financière du pays il y a de cela plus de 20 ans, ont mis en œuvre. Ce qui était public qui marchait, ils l'ont laissé, ce qui était public qui ne marchait pas, ils l'ont privatisé et ils ont fait le contraire, ce qui était privé qui ne marchait pas, ils l'ont rendu public. Là, c'est pareil. Si nous avons des actions dont le titre est ronflant comme le nom des plats sur certaines cartes de restaurants mais dont le contenu ne vaut pas pipette au vu de notre expérience sur une année ou deux et bien on sucre et on passe à une action de la ville et le pognon qu'on va gagner grâce au Contrat de Ville on va l'affecter à nos personnels municipaux dont la compétence est avérée et qui vont pouvoir intervenir sur tels ou tels sujets qui sont prétendument traités par une association et que nous allons traiter nous bien mieux et si le contraire doit être fait, nous le faisons. Je fais un appel à ça parce que ça relève de la lecture ligne à ligne, c'est notre suivi qui est déterminant.

Denis RIEU : Je partage votre avis sur la complexité des dossiers et je crois que les associations ont la même lecture mais en tous les cas le Contrat de Ville apporte beaucoup sur les quartiers prioritaires. Sur le suivi, je tiens à remercier l'équipe MOUS qui fait au quotidien un travail de suivi auprès des associations très sérieux et permanent et si vous voulez voir les dossiers des associations vous verrez que c'est du sérieux et outre les dossiers on suit aussi les actions.

Claude ROUX : J'ai parcouru attentivement toutes les lignes et effectivement, il y a des dossiers que l'on doit suivre et soutenir. J'aurai deux réflexions, une sur l'agglomération, à savoir, s'agit-il d'une erreur de frappe ou une réalité mais c'est la première fois que je vois un montant de subvention accordé supérieur à celui demandé. Il s'agit de la rubrique Emploi et développement économique – FACE GARD – Subvention demandée 500 € et accordée 1 000 €.

Jean-Yves CHAPELET : C'est rare mais c'est possible surtout en matière économique. Je rappelle qu'une des orientations fortes que l'agglomération et la commune veulent impulser c'est sur le développement économique. Donc, globalement, je pense qu'entre la somme demandée et la somme collectée c'est le même montant mais que l'agglomération a dû se substituer à une défaillance de l'État.

Claude ROUX : J'ai une autre réflexion personnelle sur l'animation « Color People Run » pour laquelle une somme est allouée. Je ne comprends pas que l'on donne des subventions sur des animations à but lucratif. Cela me gêne que ce ne soit pas une participation gracieuse et gratuite, de plus, je trouve que l'inscription à la course n'est pas donnée.

Denis RIEU : La subvention n'est pas attribuée pour les organisateurs. Ce sont des bons gratuits pour les enfants des quartiers prioritaires pour qu'ils puissent participer à la course avec leurs parents.

Jean-Yves CHAPELET : M. ROUX vous êtes chef d'entreprise, l'organisation de cette animation est une vraie réussite. De notre côté, nous voulons dans le cadre de la Politique de la Ville que tout le monde ait accès à ce moment de fraternité car de voir tout le monde peint en vert, jaune, rouge, noir, il n'y a pas meilleure intégration. Nous voulons que les enfants issus des quartiers prioritaires puissent y participer, c'est une volonté politique. Ce n'est pas le secteur privé contre le secteur public, ce n'est pas le débat.

Je rappelle que sur ce Contrat de Ville, la somme globale attribuée est de 600 000€ tous partenaires confondus. Bien sûr que c'est un plus pour la commune et si nous ne l'avions pas nous aurions sans doute une société bagnolaise beaucoup plus fragmentée. Je soutiens ce que disait M. RIEU et j'envoie un message subliminal à notre député, il y a quelques années, M. REY et moi-même, nous avons milité pour que l'État apporte 240 000 € pour des dossiers qui sont complexes, lourds à gérer. Bien sûr, nous n'avons pas pour 240 000 € de frais de gestion mais nous avons proposé à l'époque un montant seuil quitte à nous de le gérer et de rendre des comptes mais qui nous dispense de tous ces montages de dossiers. Malheureusement, nous n'avons pas été entendus.

Serge ROUQUAIROL : Je crois qu'on éviterait deux écueils, on éviterait si les représentants de l'État accédaient à cette requête qui est tout à fait légitime, l'écueil de la complexité et du travail peu rentable, voire improductif et on éviterait l'écueil qui consiste à mal désigner les choses et à ajouter aux malheurs du monde comme chacun le sait. C'est-à-dire que au lieu de se planquer derrière un discours d'une complexité rébarbative et que seuls comprennent les gens qui imaginent les questionnaires à partir desquels on monte les dossiers, on obtiendrait tout simplement un financement pour aider à une meilleure coordination de nos services dans le sens de l'amélioration de la vie sociale à Bagnols. Ce n'est pas bien compliqué et ça s'appelle le Contrat de Ville.

Jean-Yves CHAPELET : Je mets la question au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? **2 abstentions** (JP NAVARRO, M. AYMERIC procuration à JP NAVARRO)

La question n° 15 est adoptée à l'unanimité.

Question n : **16**

Rapporteur : **D. RIEU**

Objet : **Signature de quatre conventions pluriannuelles d'objectifs dans le cadre du Contrat de ville.**

1/Note synthétique de présentation :

Dans le cadre du Contrat de ville, le Commissariat Général à l'Egalité des Chances (CGET) prévoit la réalisation de Conventions pluriannuelles d'objectifs (CPO) en faveur de certains porteurs sélectionnés de manière partenariale. Elles ont pour objet de donner plus de lisibilité et de sécurité aux porteurs structurants des quartiers prioritaires.

A l'échelle du Gard, la programmation 2018 est la première année de mise en œuvre de ce dispositif expérimental dans le cadre des Contrats de ville. Ces conventions seront donc signées pour les trois exercices 2018, 2019 et 2020, terme de l'actuel contrat.

Par respect pour le principe de l'annualité budgétaire, l'engagement financier se fait sous réserve du vote annuel du budget par les collectivités ; en cas de baisse de crédits, ces actions seront financées de manière prioritaire.

Parmi les actions locales, certains projets ont été sélectionnés pour prétendre à un engagement des partenaires. Les critères qui ont permis de sélectionner les porteurs de la première vague de CPO sont les suivants :

- financement par les 3 partenaires Etat/Département/Ville,
- une action qui répond à un besoin en augmentation et non couvert par le droit commun,
- une action « solide » et structurante pour la politique de la ville locale.

A l'échelle du Gard rhodanien, cinq porteurs ont été choisis pour leur action en faveur des habitants des quartiers prioritaires dont quatre déploient une action à Bagnols-sur-Cèze.

Structure	Action retenue pour une CPO	Montant de l'engagement annuel des financeurs sous réserve du vote du budget		
		Mairie de Bagnols-sur-Cèze	CGET	Conseil Départemental
RIPOSTE	Chantiers loisirs	4 000 €	4 000 €	2 500 €

	Pépinière	4 000 €	2 000 €	2 500 €
MOSAIQUE	Atelier linguistique	2 000 €	2 500 €	1 000 €
	Atelier multimédia	1 000 €	2 000 €	2 000 €
SEP	Atelier Déclics	1 500 €	3 000 €	2 000 €
Petits débrouillards	Sciences citoyennes	2 000 €	4 000 €	2 000 €

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 27 mars 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? **2 abstentions** (JP NAVARRO, M. AYMERIC procuration à JP NAVARRO)

La question n° 16 est adoptée à l'unanimité – 2 abstentions (JP NAVARRO, M. AYMERIC procuration à JP NAVARRO)

Question n°: **17**

Rapporteur : **L. VOIGNIER**

Objet : **Mise en place des Disques Verts sur la commune par le SMEG**

1/Note synthétique de présentation :

A l'heure où les problématiques environnementales sont à l'origine de nombreuses nouvelles réglementations, les collectivités locales et les syndicats d'énergie prennent leurs responsabilités pour inciter leurs administrés à s'orienter vers des modes de déplacements plus respectueux de la santé publique et de l'environnement.

Le Syndicat Mixte d'Électricité du Gard vient de clôturer son programme d'implantation 2016/2017 de 150 bornes de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables. Dans le cadre de ce projet le SMEG a convenu, avec toutes les communes accueillant une borne, d'offrir deux heures quotidiennes de stationnement aux véhicules électriques et hybrides rechargeables. Dans la même volonté de promouvoir la transition énergétique et encourager le développement des véhicules écologiques, le SMEG souhaite mettre en place le Disque Vert à l'échelle du département du Gard.

L'initiative du Disque Vert revient à l'Association des Voitures Écologiques (AVE) qui a pour objectif, depuis sa création en 2007, d'encourager nos concitoyens à préférer des véhicules plus respectueux de l'environnement et de la santé publique. Le SMEG a décidé de signer une convention avec l'AVE, pour être le coordinateur Disque Vert sur le département du Gard.

Outre le Disque Vert, il sera délivré aux détenteurs des dits véhicules, une pastille autocollante spécifique pour faciliter leur identification au moment des contrôles en voirie, sur laquelle sera reporté le numéro d'immatriculation du véhicule.

Pour l'obtention du Disque Vert la commune délègue l'impression du dispositif et sa distribution aux mairies au SMEG, coordonnateur Disque Vert. Ce dispositif ne demande aucun investissement, ni à la commune, ni à l'utilisateur.

Le Comité syndical du SMEG dans sa séance du 8 février 2018 a adopté la convention Disque Vert avec l'AVE.

Il est proposé de donner un avis favorable à ce dispositif.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 27 mars 2018.

Christian ROUX : Cette délibération pose le problème de l'achat d'un véhicule hybride ou écologique ou électrique. Malheureusement cette mesure est faite pour les gens qui ont de l'argent ce qui ne favorise pas les gens qui sont dans le besoin.

Jean-Yves CHAPELET : Je vous encourage à faire le tour des concessionnaires et vous verrez qu'aujourd'hui on trouve des voitures hybrides ou électriques d'occasion qui sont abordables. Vous avez des personnes qui possèdent un véhicule électrique qui ne sont pas spécialement riches. Ensuite, en termes de volonté politique, il s'agit d'adhérer à un programme de protection de l'environnement mené par le SMEG et pour lesquels trois grosses communes du Gard (Alès, Nîmes, Bagnols) sont des villes pilotes sur le sujet. Nous essayons de procéder en commun de manière à ce que les centres villes puissent accueillir plus facilement des véhicules non polluants. Après, est-ce que la justice sociale est la priorité ? Je ne peux pas vous le dire. Ce qui est sûr, c'est que le but recherché c'est que les cœurs de villes aient des véhicules moins polluants quant à la démarche sociale sur le stationnement c'est un autre sujet.

Claudine PRAT : Je voudrais savoir comment cela va concrètement fonctionner avec les horodateurs ?

Jean-Yves CHAPELET : Avec les horodateurs c'est relativement simple. Vous allez à la Police municipale avec votre carte grise qu'elle va photocopier et transmettre au SMEG. Le SMEG, en fonction des références de votre véhicule, va vérifier sur sa base de données le type de moteur qui y est associé. Si vous entrez dans les critères, le SMEG vous enverra une pastille verte avec votre numéro d'immatriculation gravée dessus, attention je dis bien gravée pas écrit au stylo, vous la collerez sur le pare-brise de votre véhicule et à partir de ce moment-là le stationnement devient gratuit.

Claudine PRAT : C'est-à-dire que je peux me garer sur tous les emplacements sans payer de redevance ?

Jean-Yves CHAPELET : Sauf sur les emplacements de la zone bleue et les places handicapées. Vous avez droit à deux heures de stationnement gratuit par jour.

Claudine PRAT : D'accord, il y a une limitation sur la durée de stationnement ?

Jean-Yves CHAPELET : Nous passons au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 17 est adoptée à l'unanimité.

Question n°: **18**

Rapporteur : **R.SALGUES**

Objet : Passation de la procédure de concession de service de mobiliers urbains publicitaires sur le domaine public de la commune de Bagnols-sur-Cèze

1/ Note synthétique de présentation :

La Commune de Bagnols sur Cèze avait conclu une convention de mise à disposition gratuite d'abribus publicitaires et non publicitaires le 17 octobre 1989 avec la société Publi Essor pour une durée de douze ans.

Cette Convention a été renouvelée une fois pour une durée de neuf années et a expirée le 17 octobre 2010.

La Commune souhaite confier à un prestataire la fourniture, la pose, l'exploitation, le nettoyage et la maintenance de mobiliers urbains publicitaires sur le domaine public de la commune de Bagnols-sur-Cèze.

Il convient donc de procéder à l'établissement d'une convention de concession de service pour une durée maximale de 12 ans, dont le montant des investissements pour le prestataire pour exécuter ce service représente un montant estimatif de 400 000 euros HT sur la durée totale de la concession.

En outre, compte tenu du montant annuel des investissements du concessionnaire qui n'excèderaient pas le seuil européen de 5 448 000 euros HT et de la durée maximale envisagée de la convention soit 12 ans, il est possible de recourir à la procédure « simplifiée » de concession de service prévue par l'article 10-1° du décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession.

Il est donc demandé au conseil municipal l'autorisation de mettre en œuvre cette procédure et d'autoriser Monsieur Le Maire à signer la convention qui sera établie avec le candidat retenu.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 27 mars 2018.

Claude ROUX : Avez-vous déjà des entreprises intéressées et dans l'affirmative sont-elles locales ?

Rémy SALGUES : C'est un gros marché et nous sommes sur des grands publicitaires nationaux. Nous allons lancer l'appel d'offre et ensuite chaque candidature sera étudiée et éventuellement retenue.

Claudine PRAT : Le concessionnaire se rémunère sur les publicités qu'il affiche. La Mairie va utiliser ses supports, est-ce qu'il va le facturer ?

Jean-Yves CHAPELET : Il s'agit d'une Délégation de Service Public. Si vous regardez la convention, vous avez une partie de l'affichage qui est réservée à la Mairie et une partie réservée aux publicitaires sur laquelle ils se rémunèrent.

Claudine PRAT : C'est lui qui assume le risque de carences publicitaires ?

Jean-Yves CHAPELET : Tout à fait. Nous passons au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 18 est adoptée à l'unanimité.

Question n°: **19**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Désignation d'un correspondant de la commune auprès du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement du Gard (CAUE)**

1/Note synthétique de présentation :

Le CAUE (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement) est un organisme investi d'une mission d'intérêt public, né de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977. Le CAUE est créé à initiative des responsables locaux et présidé par un élu local.

Le CAUE joue un rôle de sensibilisation aux problèmes environnementaux et assure une information permanente en matière d'environnement, de transition énergétique et de promotion du patrimoine au sens large.

Il est donc demandé au Conseil municipal de désigner pour une durée de trois ans, un représentant de la commune auprès du CAUE du Gard.

Il est proposé de désigner Monsieur Vincent POUTIER.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 19 est adoptée à l'unanimité.

Question n°: **20**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Adhésion de la commune à la Société Publique Locale 30 « SPL30 » et désignation des représentants**

1/Note synthétique de présentation :

Les Sociétés publiques locales (SPL), créées par la loi n° 2010-559 du 28 mai 2010, constituent un nouveau mode d'intervention à la disposition des collectivités locales. Sociétés anonymes créées et intégralement détenues par des collectivités locales et leurs groupements, elles exercent leurs activités exclusivement pour le compte de leurs actionnaires sur le territoire des collectivités territoriales et des groupements de collectivités territoriales qui en sont membres. Ces sociétés peuvent intervenir notamment dans les domaines de l'aménagement et de la construction permettant donc d'apporter une réponse globale aux besoins des communes et de leur groupement.

L'outil de la SPL dispose de nombreux avantages : la simplicité juridique, la performance et le gain de temps pour mener à bien des opérations et activités d'intérêt général. Elle revêt la forme de société anonyme régie par le Code du commerce, dont le capital est uniquement public. Les statuts ont été mis à disposition des membres de l'assemblée.

A travers leur participation aux organes de la SPL et la mise en place de contrôle spécifique, les collectivités membres exercent un pouvoir qualifié de contrôle analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services. Considérée ainsi comme un opérateur interne, la SPL a donc vocation à intervenir pour le compte de ses actionnaires dans le cadre de prestations intégrées («in house»).

Le Département du Gard et le Syndicat Mixte du Bois de Minteau ont créé en 2015 un véritable outil d'intervention opérationnelle, la « SPL 30 » avec un capital de 225 000 €. Depuis, de nombreuses collectivités sont devenues actionnaires.

La « SPL 30 » a plus précisément pour objet la conduite et le développement d'actions et d'opérations d'aménagement et de construction, concourant notamment au développement économique et à l'attractivité du territoire, exclusivement pour le compte de ses actionnaires et sur leur territoire géographique. Entièrement contrôlée par des personnes publiques, la SPL, par ses caractéristiques, permet la conciliation de ce contrôle public, d'une souplesse de gestion et de contractualisation, et le bénéfice d'une expertise et de moyens mutualisés. En effet, pour optimiser le fonctionnement de la SPL, un groupement d'intérêt économique (GIE) de moyens, doté d'un personnel propre a été créé avec la société SEGARD. Ce dispositif a permis la mise en commun des moyens liés aux missions fonctionnelles transversales aux deux sociétés (direction

technique, administrative et financière, comptabilité, juridique, marchés publics etc.).

La collectivité souhaite entrer au capital de la « SPL30 », et cela s'effectuera par l'acquisition d'une action de 100 € auprès du Syndicat mixte du Bois de Minteau.

Compte tenu de cette part de capital, la collectivité siègera au sein de l'Assemblée spéciale, qui bénéficie d'un poste d'administrateur, représentant collectivement ses membres.

Les statuts de la « SPL 30 » prévoient en leur article 12 que toute cession d'action doit être préalablement autorisée par décision de l'organe délibérant de la collectivité territoriale concernée, c'est-à-dire le syndicat mixte, et avoir un agrément du Conseil d'administration. Une fois les formalités précitées accomplies, la collectivité sera actionnaire de la « SPL 30 ».

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 27 mars 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 20 est adoptée à l'unanimité.

Question n°: **21**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : Révision Allégée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de Bagnols-sur-Cèze – Bilan de la concertation – Arrêt du projet

1/ Note synthétique de présentation

Le territoire de la Commune de Bagnols-sur-Cèze est couvert par un Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 13 février 2006. Celui-ci a fait l'objet d'une révision générale approuvée le 27 juillet 2013, ainsi qu'une modification simplifiée approuvée le 24 mai 2014 et d'une autre approuvée le 7 octobre 2017.

Par délibération n° 082/2016 du 2 juillet 2016, le Conseil municipal a engagé la révision allégée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Dans ce cadre, une concertation a été organisée selon les modalités suivantes :

- affichage en Mairie.
- publication d'un avis d'ouverture de la phase de concertation dès l'approbation de la délibération n° 082/2016 du 2 juillet 2016 sur le site internet de la Commune.
- mise à disposition aux services techniques de la ville, division aménagement urbain, d'un registre destiné à recueillir toutes les observations.

Ce dossier a donc pu bénéficier d'une large diffusion à partir du site internet de la ville.

Ce dossier d'études a fait l'objet d'une mise à jour le 20 mars 2018 en cours de concertation, lorsque l'avancée des études l'a permis afin de permettre au public de prendre connaissance dans le détail du projet de révision allégée, ainsi que de l'ensemble des modifications à venir.

Il apparaît que le dossier de concertation a suscité deux remarques, une consignée dans le registre et une autre par courrier. Ces observations issues de la concertation préalable ont fait l'objet d'une analyse et d'une synthèse sur la base des objectifs fixés par la révision allégée n°1. Il s'avère qu'elles n'ont pas de lien avec ces objectifs qu'il convient, néanmoins, de rappeler :

- prendre en compte les directives issues de la loi ALUR, de la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt ainsi que de la loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques et de la recodification du livre 1^{er} du Code de l'Urbanisme,

- modifier les éléments graphiques et de modifier le zonage de la parcelle AY 118 actuellement en zone A en la classant en zone U,
- modifier les éléments graphiques et de modifier le zonage des parcelles AL 392 et AL 395 et d'une partie de la parcelle AL 396 actuellement en zone A en les classant en zone 2AUe,
- modifier les éléments graphiques et de modifier le zonage des parcelles AL 314, AL 116, AL 117 et une partie de la parcelle AL 239 actuellement en zone 2AUe en les classant en zone A,
- modifier l'Orientation d'Aménagement et de Programmation en entrée de ville Est,
- supprimer les emplacements réservés n° 44, 46 et 47,
- supprimer l'annexe reportée à titre informatif n° 6.3.5 concernant le maintien des règles de lotissement,
- mettre à jour les documents graphiques sur les risques glissement de terrain, sur le classement sonore des infrastructures de transports terrestres bruyantes et sur la mise en place de périmètres de protections suite à inscription de deux biens sur la liste des inventaires, supprimer des Servitudes d'Utilité Publique AC2 la Place, la fontaine et l'église des Pénitents suite à leur suppression de la liste des inventaires,
- reclasser les terrains BY 394 pour partie, 115, 97 et 114 pour partie inscrits en zone Ur en UB suite au rendu de l'étude hydraulique,
- modifier certains articles du règlement du PLU afin d'apporter des précisions pour une meilleure intégration des projets de construction,
- modifier le règlement des zones Agricoles et Naturelles afin que les bâtiments d'habitation existants puissent faire l'objet de construction d'extensions ou d'annexes,
- reclasser, la partie restante en zone Agricole de la parcelle AO 27, en zone Naturelle de loisirs. Actuellement la partie en zone A représente environ 24 % de la superficie totale. Certaines structures sont actuellement en zone A qu'il conviendrait de reclasser en NI.

Il est proposé au conseil municipal :

- de tirer le bilan de la concertation publique préalable engagée pendant l'élaboration du projet de révision allégée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de Bagnols-sur-Cèze qui a permis de confirmer les objectifs fixés par la révision.
- d'arrêter le projet de révision allégée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de Bagnols-sur-Cèze tel qu'il est annexé à la présente délibération.
- de préciser que le projet de révision allégée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de Bagnols-sur-Cèze sera transmis aux personnes publiques associées à la révision allégée du PLU conformément à l'article L.153-34 du code de l'urbanisme.
- de préciser que le projet de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de Bagnols-sur-Cèze sera transmis aux communes limitrophes et aux organismes qui ont demandés à être consultés.

- de dire que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un délai d'un mois conformément à l'article R.153-3 du code de l'urbanisme.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 27 mars 2018.

Christian ROUX : J'ai bien compris que vous avez concerté et respecté la loi sauf qu'aujourd'hui on s'aperçoit quand on circule dans Bagnols que les gens ne sont pas vraiment au courant. La concertation et l'accès aux documents en zone de Berret aux Services Techniques est un peu excentré. Ne serait-il pas possible d'organiser surtout sur un PLU où il y a de vrais enjeux, je pense qu'il est important que la population soit plus au courant et plus sollicitée, des vrais concertations, c'est-à-dire avec de la confrontation avec la population à travers des réunions publiques ?

Claudine PRAT : Pour faire suite à ce que vous disiez, effectivement, il y a eu une concertation comme annoncée dans la délibération. Dans cette concertation, il était prévu d'y associer des associations locales, des habitants ainsi que d'autres personnes concernées. Or, il se trouve qu'un registre a bien été mis à leur disposition pour recueillir des observations mais le 1^{er} souci c'est qu'effectivement, très peu de personnes étaient au courant. Non pas que la procédure n'ait pas été respectée mais parce qu'elle n'est pas suffisante pour permettre une information au public. Comment faire des observations si l'on ignore le sujet qui doit être traité ? Le second souci c'est que les quelques initiés qui ont eu accès au registre ont trouvé un cahier vide, sans plan, sans explication. Donc, difficile de faire des observations là-dessus. Suite à mes remarques, le 20 mars, un dossier a été ajouté, très complet avec une notice explicative. J'aimerais bien savoir qui dans cette assemblée a lu les 116 pages du document explicatif et qui donc va pouvoir voter en connaissance de cause ? Je l'ai fait et j'ai pu constater que cette révision n'était pas si allégée que cela. Plusieurs points méritent une réflexion publique. Je vais en citer trois. A l'Euze, on modifie la zone pour se rapprocher de la déviation future de Bagnols, ce qui est très bien mais par contre on reclasse en zone A certaines parcelles qui étaient en 2AU. L'argument que vous aviez avancé en conseil du 2 juillet 2016, c'était de dire que ces parcelles étaient difficilement urbanisables du fait de leur caractère inondable. Or, juste à quelques centaines de mètres de là des permis de construire ont été accordés sur des parcelles qui étaient dans les mêmes circonstances. D'autre part, il fallait rendre à la zone A ce qu'on lui avait enlevé, en rendant constructible la parcelle AY 118, de l'autre côté de Bagnols qui pour le coup cette fois n'est plus inondable alors que les voisins eux le sont. Est-ce que l'on a pu informer les propriétaires des conséquences ? Le point 9 de cette révision fait état de modifications et de corrections ponctuelles. Il s'agirait simplement de corriger quelques mots ou phrases qui se sont révélés problématiques à l'instruction. En effet, on trouve quelques corrections minimales et au milieu de celles-ci on trouve un article qui s'appelle « Corrections de l'article 2 de la zone 2AU ». C'est juste une ligne qui est supprimée mais en réalité il s'agit de modifier de façon importante le déroulement de l'urbanisation de la zone 2AU à

l'entrée Sud de Bagnols et en faisant cela on adapte le règlement au vœu d'un promoteur. Je trouve cette démarche difficilement acceptable. Les riverains qui se sont groupés en association l'ont découvert il y a quelques jours et n'ont pas eu le temps d'apporter leurs observations sur ce registre. Où est la concertation ? Point 2, il est prévu de créer une OAP en centre-ville, je m'en réjouis car c'est l'opportunité de nouveaux commerces dans cette zone qui est déjà desservie et équipée. C'est une bonne nouvelle et si elle pouvait intéresser les magasins du style DARTY, DECATHLON... ce serait très bien. En conclusion, je pense qu'il serait important de prendre en considération le manque d'information du public. L'affichage a été respecté, les avis sur le site de la Mairie aussi, est-ce que l'on n'aurait pas pu mettre une 1/2 page dans le *Bagnols Bouge* pendant toute la durée de la concertation et je propose de prolonger cette concertation et de faire une réunion publique. La révision n'a rien d'allégée, la concertation a eu lieu à huis clos et pour ces raisons nous voterons contre cette délibération.

Jean-Yves CHAPELET : Je ne sais pas où vous étiez mais ce n'est pas la 1^{ère} fois que nous en parlons. Je l'ai présenté, j'ai pris du temps en Commission pour la présenter point par point. Elle a été soumise plusieurs fois au vote, je ne sais pas quel était votre vote mais je vérifierai les votes de l'opposition à ce moment-là. Me dire qu'on ne fait pas de concertation, non mais sans rire, je vais vous rappeler une chose. Le PLU de Bagnols, cela fait 5 ans qu'on le reprend. On l'a voté six mois avant les élections de 2014 et chose rarissime, ce PLU n'a eu aucun recours. Pourquoi ? J'ai passé ces 5 années de premier mandat en tant qu'adjoint avec le Maire de Bagnols à recevoir des particuliers, des associations, à écouter, à faire de la concertation. Je comprends qu'aujourd'hui, pour des raisons personnelles certaines opérations de révision du PLU puissent vous choquer mais vous ne pouvez pas me dire que la concertation n'a pas eu lieu. Tout le monde est au courant. Que vous veniez me dire que telle zone a été retirée de la zone inondable ou que telle autre a été mise en zone inondable, vous êtes élue, vous savez comment cela fonctionne et quand on ne sait pas on se renseigne. La zone inondable de débordement de la Cèze est fixée par la Préfecture dans le cadre du PPRI ce n'est pas nous qui la modifions. Les seules zones qui ont été enlevées, ont fait suite à la concertation qui a été faite par la Préfecture sur l'enquête publique du PPRI où un responsable de la DDTM a réussi à ce que certaines parcelles ne soient pas complètement impactées par la zone inondable. Quand vous me parlez de la zone de l'Euze, il s'agit de débordement de la Cèze par ruissellement, c'est le PPRI. Nous avons réussi avec l'aide d'un expert à la modifier un peu et à enlever les aberrations qui existaient. Le ruissellement qui était sur l'ancien PLU venait d'une observation faite après les inondations de 2002 et les services et les élus de l'époque ont pris une décision extraordinaire, ils ont eu la présence d'esprit tout de suite après, d'aller voir les riverains pour voir qui avaient été impactés par les inondations ce qui a permis au service de l'eau de retracer la zone de ruissellement. Aujourd'hui pour établir les zones de ruissellement ça ne se passe plus pareil. Vous avez des hydrologues qui viennent, qui établissent un tracé qui est ensuite validé par la DDTM. Quand vous me dites que l'on a enlevé des zones inondables pour y mettre des terrains constructibles, vous m'attribuez un pouvoir que je n'ai pas et que je ne veux pas assumer parce que derrière il y a des vies, des êtres humains. Faites attention à ce que vous dites parce que vous êtes élue et vous avez la

responsabilité de la parole. Quand vous me dites qu'à la zone de l'Euze on a ouvert à la construction l'aménagement de la zone économique pour se rapprocher de la future déviation et qu'à contrario vous me dites : « vous enlevez du terrain que vous mettez en zone A et qui était soi-disant en zone agricole » mais bien sûr qu'il est inondable et vous croyez qu'aujourd'hui je vais autoriser à mettre dans une zone inondable une zone économique ? Bien sûr qu'il fallait l'enlever et je suis fier de l'avoir enlevée. Lorsque vous me dites que dans la zone de l'Euze on a retiré une zone NI, les zones NI en urbanisme n'existent plus. Dans le texte elles étaient réservées à construire des bassins de rétention après les études de 2002 pour la partie hydraulique et dans la partie zonage urbain, elles sont retirées parce qu'elles n'avaient plus de sens mais ce n'est pas pour autant que le terrain en-dessous n'est pas inondable. Il reste inondable et n'allez pas faire croire aux gens qu'on enlève des terrains pour les déclasser d'inondabilité.

Claudine PRAT : Je n'ai pas du tout remis en cause les prescriptions du PLU. Ce que j'ai remis en cause c'est la nature de la concertation et la faible information du public. Si tout le monde avait été informé il y aurait eu davantage d'observations dans le registre.

Jean-Yves CHAPELET : Vous êtes en train de me dire quoi exactement ? Ici la parole est libre, à l'extérieur elle l'est beaucoup moins.

Claudine PRAT : Pour moi la révision a eu lieu à huis clos.

Jean-Yves CHAPELET : Le Conseil municipal pour vous c'est un huis clos ?

Claudine PRAT : Les gens ne viennent pas au Conseil municipal.

Jean-Yves CHAPELET : Quel est votre rôle Mme PRAT ? Votre rôle en tant qu'élue c'est de venir ici, de vous asseoir et de ne pas rapporter la parole dehors ? Vous êtes membre de l'association de Bourdilhan, j'espère que dans les réunions de l'association vous portez la parole qui doit être celle d'un élu ?

Claudine PRAT : Nous n'avons eu les informations que le 20 mars.

Jean-Yves CHAPELET : Vous siégez où ?

Claudine PRAT : Dans les Conseils municipaux précédents il n'y avait pas les détails que nous avons eus dans la note explicative.

Jean-Yves CHAPELET : Ce n'est pas méchant ce que je vais vous dire mais vous êtes dans un rôle de comptable, d'épicière mais pas dans un rôle d'élue. Ce que vous dites est complètement à l'encontre de tout. La concertation a eu lieu parce qu'elle est réglementaire, codifiée. J'ai reçu l'association de Bourdilhan, l'association du Fangas, je reçois tout le monde dans mon bureau et vous venez me dire que je le fais en catimini. Soyons sérieux. Encore une fois l'élaboration du PLU a été exemplaire après que vous, vous ne fassiez pas votre travail d'élue pour expliquer, informer

Claudine PRAT : C'est tout de même plus à vous qu'à moi d'informer, de diffuser.

Jean-Yves CHAPELET : N'accédez jamais au pouvoir si en tant qu'élue d'opposition vous votez des délibérations que vous ne comprenez pas. Je passe du temps à expliquer sur l'urbanisme comme sur les finances, j'essaie d'être pédagogue. Pour ma part je peux vous dire que la concertation a été largement assurée et que nous sommes allés largement au-delà.

Je mets cette révision au vote. Y-a-t-il des oppositions ? **3 oppositions** (Cl. PRAT, JP NAVARRO, M. AYMERIC procuration à JP NAVARRO) – **3 abstentions** (S. ROUQUAIROL, Y. ORTIZ, Ch. ROUX)

La question n° 21 est adoptée à la majorité.

Question n°:22

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : Cession de la parcelle AP 559, acquisition et classement dans le domaine public de la parcelle AP 557

1/ Note synthétique de présentation :

Monsieur Mariano SICILIA et Madame Karine MIROUZE ont sollicité la Commune afin de se porter acquéreurs de la parcelle communale AP 559 pour une superficie de 524 m².

La Commune a accepté de leur céder ce terrain au prix de 5 000 € en plus de la parcelle AP 557 d'une superficie de 89 m² correspondant à l'alignement de voirie. Cette parcelle devra être classée dans le domaine public communal.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter la cession à Monsieur Mariano SICILIA et Madame Karine MIROUZE d'une parcelle communale cadastrée AP 559, d'une superficie de 524 m², sise Chemin de Bourdilhan, au prix de 5 000 €,
- d'accepter l'acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle cadastrée AP 557, d'une superficie de 89 m², propriété de Monsieur Mariano SICILIA et Madame Karine MIROUZE, sise 2280 Chemin de Bourdilhan,
- de classer la parcelle AP 557, constitutive de voirie, dans le domaine public communal,
- de prendre en charge les frais notariés,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint, Monsieur Vincent POUTIER délégué au Sport, à l'Urbanisme et à l'Intercommunalité, à signer les actes à intervenir et tous documents se rapportant à cette affaire.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 27 mars 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 22 est adoptée à l'unanimité.

Question n°: **23**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Désaffectation et déclassement du Chemin Rural n° 108.
Ouverture de l'enquête publique**

1/ Note synthétique de présentation :

Le Chemin Rural n° 108, qui a un tenant parcelle AV 418 et aboutit en impasse se divise en deux parties : une partie n'est plus matérialisée sur le terrain et n'a donc plus d'existence physique depuis de nombreuses années et l'autre partie n'est utilisée que par les conjoints SABATIER.

Par conséquent, la Commune a pour projet de le céder aux conjoints SABATIER, propriétaires de l'ensemble des parcelles contiguës au chemin.

Ce chemin rural doit en ce sens être désaffecté et déclassé pour être, par la suite, cédé.

En effet, en vertu de l'article L. 2141-1 du Code Général des Propriétés des Personnes Publiques, la sortie d'un bien du domaine public est conditionnée, d'une part par une désaffectation matérielle du bien et d'autre part, par une décision administrative, en l'espèce une délibération, constatant cette désaffectation puis le déclassement du bien.

Par conséquent, afin de permettre la cession d'une partie du chemin, il est nécessaire de prononcer sa désaffectation du service public puis de déclasser le chemin du domaine public communal. Le bien ainsi désaffecté et déclassé, appartiendra au domaine privé de la commune et pourra être cédé.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter la désaffectation puis le déclassement du Chemin Rural n° 108 qui a un tenant parcelle AV 418 et abouti en impasse,
- de lancer l'enquête publique préalable à la cession.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 27 mars 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 23 est adoptée à l'unanimité.

Question n°: **24**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Communication des décisions du Maire du n° 03/2018 au n° 07/2018**

- N° 03/2018 :** Marché de travaux concernant les travaux de restauration intérieure de l'église Saint-Jean-Baptiste de Bagnols-sur-Cèze (avenant n° 2).
- N° 04/2018 :** Annulation de la régie d'avances pour la Maisons des Associations.
- N° 05/2018 :** Annulation de la régie de recettes pour l'encaissement des droits d'établissement des documents cadastraux.
- N° 06/2018 :** Marché de travaux concernant les travaux de restauration intérieure de l'église Saint-Jean-Baptiste de Bagnols-sur-Cèze (avenant n° 3).
- N° 07/2018 :** Désignation d'un avocat pour défendre les intérêts de la commune contre un recours déposé par Madame Oumelkheir AIDOUUD auprès du TA de Nîmes.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à : **11 h 45.**

Le Maire
Jean-Yves CHAPELET